

IRAK**Le ministre des Affaires étrangères accuse les pays voisins d'ingérence dans les affaires intérieures de son pays**

Le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshiyar Zebari, a accusé les pays voisins d'"ingérence dans les affaires intérieures irakiennes", avertissant que son pays possède les moyens de répondre à cette ingérence.

Dans un entretien au quotidien saoudien *Asharq El Aawsat* publié hier à Londres, M. Zebari a évoqué "des ingérences régionales dans les affaires irakiennes de la part de tous les pays voisins à différents degrés, à l'exception d'un ou de deux pays", affirmant que ces ingérences visent à "saper le processus politique et le projet démocratique en Irak".

Le ministre irakien a indiqué à ce propos que son pays exprime en toute franchise sa position avec l'ensemble des pays voisins concernant la question des ingérences dans les affaires intérieures irakiennes, comme ce fut le cas lors de la récente visite du chef du gouvernement, Nouri Maliki à Téhéran.

"Accompagné d'une délégation spécialisée dans les questions sécuritaires et muni de dossiers comportant des informations et des preuves, M. Maliki, a-t-il rappelé, a demandé sans détour, au cours de sa visite, de mettre un terme à l'ingérence iranienne dans les questions sécuritaires irakiennes, tout en soulignant la nécessité de renforcer la coopération sécuritaire, de mettre fin aux infiltrations d'armes et de cesser d'influer, d'une manière ou d'une autre, sur la situation interne" de son pays.

"Ces pays ne doivent pas croire que nous n'avons pas d'alternatives et que nous sommes impuissants. Bien au contraire nous avons fait preuve d'une grande patience de même que nous possédons les moyens nous permettant d'exercer notre influence ainsi que des options précises auxquelles nous n'avons pas eu recours pour l'instant, par respect et considération à nos voisins et pour préserver leur sécurité et leur stabilité", a souligné M. Zebari à l'adresse de ces pays.

"Ceci n'est pas une menace et ne veut pas dire que nous aurons recours aux mêmes méthodes que les leurs", a soutenu M. Zebari. "L'Irak a des alternatives et des choix auxquels il aura recours si nécessaire", a-t-il affirmé, sans donner davantage de détails sur la nature d'une telle option.

L'Irak traverse une situation marquée par une grave dégradation sur le plan sécuritaire et par des liquidations intercommunautaires au moment où la résistance contre l'occupant anglo-saxon s'est intensifiée.

Le gouvernement irakien n'a eu de cesse d'imputer la responsabilité de la détérioration de la situation sécuritaire aux pays voisins.

ENERGIE**L'Iran veut rationner l'essence pour réduire son importation**

L'Iran envisage d'introduire le rationnement de l'essence pour réduire son importation et faute de capacité de raffinerie suffisante, a indiqué hier le ministre du Pétrole, M. Kazem Vaziri Hamaneh.

En juin dernier, l'Iran avait déjà annoncé son intention de cesser ses importations d'essence et de commencer à la rationner à partir du 23 septembre.

Mais le gouvernement avait finalement renoncé à ce projet en raison des risques de tensions économiques.

Début septembre, le gouvernement iranien a demandé aux députés une rallonge de 3,5 milliards de dollars pour les importations d'essence pour couvrir le reste de l'année, qui s'achève en mars 2007.

L'Iran consomme chaque jour quelque 73 millions de litres d'essence, mais n'en produit que 43 millions, obligeant le gouvernement à importer quelque 30 millions de litres par jour, faute de capacité de raffinerie suffisante.

Le vice-ministre du Pétrole Mohammad Reza Nematzadeh avait indiqué de son côté la semaine dernière que le gouvernement pourrait proposer au Parlement, d'ici fin septembre, de voter un projet de loi comprenant notamment une augmentation des prix et le rationnement de l'essence pour limiter les importations.

En février, le Parlement avait réduit à 2,5 milliards de dollars un budget annuel de 4 milliards de dollars qu'avait réclamé le gouvernement pour les importations d'essence.

Une explosion du parc automobile et la contrebande d'essence vers les pays voisins de l'Iran où les prix sont beaucoup plus élevés, ont aggravé le déficit de cette source d'énergie.

APRES SES DECLARATIONS JUGEES OFFENSANTES A L'EGARD DE L'ISLAM**Benoît XVI se dit «absolument désolé»**

En faisant savoir par une déclaration officielle qu'il était "absolument désolé" d'avoir pu offenser les croyants de l'islam dans son discours de Ratisbonne, Benoît XVI a présenté hier ses regrets au monde musulman.

Le pape a choisi, pour tenter d'apaiser le courroux du monde islamique, la forme d'une déclaration solennelle de son nouveau secrétaire d'Etat (chef du gouvernement) Tarcisio Bertone, nommé vendredi.

"Le Saint-Père est absolument désolé que certains passages de son discours aient pu paraître offensants pour la sensibilité des croyants musulmans et aient été interprétés d'une façon qui ne correspond d'aucune façon à ses intentions", a indiqué Mgr Bertone parlant directement au nom du pape.

Benoît XVI "réaffirme son respect et son estime pour ceux qui professent l'islam. Il espère qu'ils pourront comprendre ses paroles dans leur juste sens afin qu'une fois passé ce moment difficile, le témoignage dans "le Dieu unique, vivant et existant (...)" soit renforcé", affirme dans



cette déclaration le numéro deux de l'Eglise catholique.

L'allusion au fait qu'il fallait laisser passer "ce moment difficile" montre que le Saint-Siège a pris la mesure de la crise profonde ouverte par les propos du pape sur l'islam et le jihad.

Une certaine inquiétude régnait même hier matin au Vatican avant la déclaration du cardinal Bertone. La situation était qualifiée "d'importante" et était "suivie de près et avec beaucoup de sérieux", par le porte-parole du pape et directeur de la salle de presse du Vatican, le père Lombardi.

"On peut s'attendre à des

clarifications", a estimé le père Lombardi interrogé par l'AFP sur l'avalanche de commentaires négatifs et de demandes d'excuses provenant de nombreux pays et dignitaires musulmans.

Le pape ayant préparé le texte de sa "leçon" théologique de Ratisbonne seul, sans le faire circuler ou s'en tourer d'avis, les voix vaticanes autorisées habituellement se sont refusées à interpréter ou à commenter les propos du pape. Le président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, le cardinal français Paul Poupard a de son côté réitéré son appel "aux

amis musulmans de bonne volonté" pour qu'ils lisent le discours du pape "en entier" avant de se prononcer.

Mgr Poupard a appelé de ses vœux l'organisation d'une réunion interreligieuse "quand cela sera possible et quand les esprits y seront prêts" pour "étudier toutes les questions (suscitées par les propos du Pape) entre hommes de culture dans un débat serein de type universitaire".

Le niveau de vigilance antiterroriste a été relevé au Vatican depuis le retour du pape d'Allemagne, a indiqué hier le quotidien *Corriere della Sera* sans autre précision.

Sur la place Saint-Pierre, le dispositif policier italien de même que la garde suisse pontificale semblaient cependant inchangés probablement du fait que Benoît XVI s'est installé dans sa résidence de la campagne romaine de Castel Gandolfo d'où il célébrera dimanche l'Angelus.

Cette cérémonie pourrait donner l'occasion au pape de présenter directement lui-même devant les caméras de télévision ses regrets exprimés hier par la voix du cardinal Bertone.

OMC**Le G7 appelle à reprendre les négociations "le plus tôt possible"**

Les ministres des Finances des pays riches du G7 ont appelé hier à Singapour à la reprise "le plus vite possible" des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), bloquées depuis juillet.

"Nous exhortons toutes les parties à faire preuve de la volonté politique et de la flexibilité nécessaires pour reprendre le cycle de négociations de Doha le plus vite possible", ont-ils déclaré dans leur communiqué final.

Les ministres ont souhaité l'adoption d'une "série de mesures complètes dans les domaines de l'agriculture, des produits industriels, des services y compris les services financiers, de la propriété intellectuelle et des règles du commerce à l'OMC", selon ce communiqué publié à l'issue de la réunion du G7.

Cette rencontre des grands argentiers sera suivie aujourd'hui et la semaine prochaine des traditionnelles assemblées d'automne du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, auxquelles participent les représentants de

184 pays et de nombreuses organisations internationales.

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) Pascal Lamy, est présent à Singapour et devra tenter de donner un nouveau souffle aux négociations, a indiqué le ministre français des Finances Thierry Breton lors d'un point presse.

"Je pense qu'il faut absolument qu'il prenne son bâton de pèlerin et qu'il le fasse (...) dans un contexte plus bilatéral que multilatéral, puisqu'on a vu que le cadre multilatéral à ce stade avait conduit à une impasse", a-t-il déclaré.

Plus tôt dans la journée, le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Henry Paulson, avait de son côté appelé les pays du G7 à "insuffler une nouvelle vie" aux négociations de l'OMC.

"Nous pensons que cette question est trop importante pour que nous la laissons de côté", même si elle est davantage du ressort des ministres du Commerce, avait expliqué son porte-

parole, Tony Fratto.

Le ministre allemand des Finances, Peer Steinbrück, de son côté, avait estimé devant des journalistes qu'il était "réaliste" de penser que l'avenir de la libéralisation du commerce mondial passera sans doute davantage par des accords bilatéraux de libre-échange "négociés cas par cas".

Après l'échec des dernières discussions à Genève fin juillet, les 149 membres de l'OMC ont décidé de suspendre sine die le cycle de négociations de Doha sur la libéralisation du commerce mondial, qui avait été lancé en 2001 dans la capitale du Qatar. Ce cycle vise à profiter en premier lieu aux pays en développement.

Une nouvelle réunion du Groupe de Cairns, composé de 18 pays exportateurs de produits agricoles, est prévue du 20 au 22 septembre en Australie. Son objectif est de relancer les négociations OMC et la rencontre a été élargie à l'UE et aux Etats-Unis.

ONU**La présidente lettone annonce sa candidature à la succession de Kofi Annan**

La présidente de Lettonie, Vaira Vike-Freiberga, a déclaré hier, à Riga, avoir présenté sa candidature pour succéder au poste de secrétaire général des Nations unies, en remplacement de M. Kofi Annan.

"Je souhaite annoncer ma candidature au poste de secrétaire général des Nations unies, en réponse à l'invitation des gouvernements de Lettonie,

d'Estonie et de Lituanie", a déclaré Mme Vike-Freiberga à la presse.

La présidente lettone a, rappelle-t-on, reçu vendredi le soutien de ces trois pays baltes pour la succession de Kofi Annan au poste de secrétaire général des Nations unies.

Mme Vike-Freiberga, 68 ans, est la première femme à présenter sa candidature à ce poste et le 6ème candidat.

Les cinq autres candidats actuellement en lice sont le ministre sud-coréen des Affaires étrangères Ban Ki-moon, le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé de la Communication, l'Indien Shashi Tharoor, le Premier ministre adjoint thaïlandais Surakiat Sathirathai, le prince jordanien Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini et le diplomate sri-lankais Jayantha Dhanapala.